

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 02/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNE DE CHEF DU PONT

CHEF DU PONT
8, RUE DE LA LIBERATION
50480 SAINTE-MERE-EGLISE

Références : 2022-50-155
Code AIOT : 0005302049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 sur la **station d'épuration de la commune de Chef-du-Pont**, implantée sur partie de la parcelle cadastrée OB 346. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau. Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la 2ème journée, le contrôle portant sur une période de 24h.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE DE CHEF DU PONT
- 8 RUE DE LA LIBERATION 50480 SAINTE-MERE-EGLISE
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La station d'épuration de Chef du Pont est une ancienne installation communale, désormais dédiée au traitement des effluents de 2 établissements agroalimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Contrôle inopiné de la qualité des rejets dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 4.3.8.1	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le traitement des effluents aqueux s'effectue dans des conditions permettant de respecter les valeurs limites d'émissions et flux maximum autorisés par l'arrêté préfectoral réglementant l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le matériel installé et utilisé par le laboratoire est resté intact et n'a pas été déplacé. Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant. La constitution des échantillons laboratoire et exploitant est en adéquation avec les récipients utilisés avec les paramètres recherchés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : PH : 5,5 – 8,5
Constats : Le pH des eaux de rejet est resté dans l'intervalle autorisé. Toutefois, suite à son remplacement la veille, la sonde pH donnait des valeurs légèrement supérieures de 0.3. Majoration confirmée par les mesures d'autosurveillance de l'exploitant communiquées au laboratoire en charge du contrôle par courriel du 12 juillet : pH=8,1 au lieu de 7,8.
Observations : L'exploitant doit dans les meilleurs délais engager une procédure de recalage de la mesure du pH sur ses effluents avant rejet au milieu naturel. Il devra informer l'inspection, de l'accomplissement de cette tâche, dans un délai inférieur à 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Constats : Le programme d'auto-surveillance mis en place par l'exploitant respecte les fréquences de mesures attendues pour l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Malgré un léger décalage dans la mesure du paramètre pH, les valeurs limites d'émissions et les flux maximum autorisés par l'arrêté préfectoral réglementant l'établissement, sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

-----<<<<0>>>>-----